

sacrifiée NAM

et même au sein du service d'ordre où des militants ne comprenaient pas pourquoi on leur demandait de foncer sur des jeunes et de leur arracher banderoles et drapeaux.

Ces actes de violence contre tous ceux qui débordent la ligne officielle sur le Vietnam semblent correspondre à une décision fermement prise en haut lieu. Durant ce même mois, on a pu voir l'Humanité se vanter chaque jour des actions de commandos entreprises pour empêcher, partout où ils existent, les pro-Chinois de tenir des meetings. Il y a quelques semaines enfin, à la suite des bombardements d'Hanoï, le Comité Vietnam national reprenait l'initiative. Le lendemain de l'agression contre la capitale nord-vietnamienne, l'Humanité se contentait, en guise de riposte, d'un article intitulé « Ils recommencent ». Devant cet état de fait, le C.V.N. prenait contact, dans l'après-midi, avec l'U.N.E.F., et lançait, dans la soirée, sur les ondes, un ordre de manifestation pour le lendemain 19 heures à Sèvres-Babylone. Une heure après la publication du communiqué, le P.C. téléphonait à l'U.N.E.F. pour lui indiquer qu'il organisait lui aussi une manifestation, à 18 h 30, place de la Concorde ; il fallait s'y rallier sans discuter... Devant le refus de l'U.N.E.F. et du C.V.N., le P.C. recula, retéléphona, envoya une délégation à minuit pour discuter. En fin de compte, un accord intervint : un appel commun P.C.-P.S.U.-U.N.E.F.-C.V.N. était signé pour une manifestation à 18 h 30, place de l'Opéra. La police interdit la manifestation. Malgré cela, les organisateurs prirent en commun la décision de lancer le cortège, à 18 h 35, sur les boulevards, les étudiants arrivant en groupes à 18 h 30... A 18 h 15, le jour dit, le P.C. lançait une manifestation de 3.000 personnes, quittant, sans heurt avec la police, la place de l'Opéra. Mais en partant, le P.C.F. laissait le quartier aux étudiants... aux « retardataires »... et aux policiers. A 18 h 30, la police entra en action, arrêtant 200 jeunes. Pendant trois quarts d'heure, plus d'un millier de manifestants durent se bagarrer avec la police qui chargeait de tous côtés. Il y eut de nombreux blessés. Au même instant, dans le cortège officiel, une charge... du service d'ordre du P.C. permettait d'arracher et de piétiner la banderole d'un des organisateurs de la manifestation, celle du Comité Vietnam national.

Une lettre de protestation contre toutes ces méthodes scandaleuses a été envoyée à la direction du P.C.F., signée par l'U.N.E.F., le P.S.U. et le Comité national Vietnam : aucune réponse ne semble être arrivée jusqu'ici.

De l'ensemble de ces faits, on retiendra la radicalisation grandissante de la jeunesse, suscitée par le développement de la révolution vietnamienne. Sur ce problème précis, l'avant-garde révolutionnaire est aujourd'hui capable de dépasser le stade de la propagande et de participer pleinement à l'organisation de luttes de masses dans certains secteurs. La réaction violente des bureaucraties du P.C. s'explique par leur inquiétude d'être débordés, accrue par la crise du mouvement communiste, et par diverses contestations publiques. Des militants de la J.C., parfois des cercles entiers, sont exclus ou sur le point de l'être pour la seule faute d'avoir constitué des comités Vietnam. En rangeant toute l'aile radicale sous l'étiquette « pro-Chinois », et en appelant publiquement à la répression contre ce courant, l'appareil du P.C. ne montre pas seulement sa faiblesse, il montre aussi que, désormais, pour lui, le P.C. chinois ne fait plus partie du « camp socialiste », ses « partisans » devenant des adversaires qu'il faut détruire.

L'emploi de procédés de violence peut paraître contraire au cours ultra-droitière suivi par le P.C., cependant, il est clair que ce ne sont pas les Mollet et les Mitterrand qui iront faire des reproches à W. Rochet sur ce genre de répression. Le Vietnam est la pomme de discorde de la gauche. L'abandon de sa cause par le P.C.F. sur l'autel de l'unité électorale lui fera passer ses méthodes stalinienne par ses compères.

Et ceci permet à de Gaulle de franchir un degré de plus de l'escalade de la démagogie anti-américaine, tout en faisant matraquer les manifestants et en couvrant l'ambassade U.S. avec des automitrailleurs.

Henri ANCELOT.

Méthodes de voyous à Liège Carence avenue Kléber

Participèrent à la préparation de la manifestation pour Hugo Blanco les militants des organisations se revendiquant du trotskysme, sauf deux, celle qui s'est récemment baptisée « Organisation communiste internationaliste », et l'organisation de jeunesse qu'elle inspire, « Révolte ». Ces deux organisations s'étaient faites représenter par Stéphane Just qui commença par affirmer, aux sourires de tous, que, de trotskyste, il n'y avait que son organisation. Mais cette participation aux débats préliminaires ne tendait qu'à une tentative de sabotage de l'action envisagée, puis à couvrir une dérobade. Les prétextes invoqués ont été divers, retenons en deux : 1°) nous nous sommes associés à des élus de l'U.N.R. et à des curés dans l'appel du « Milliard pour le Vietnam » ; 2°) mais surtout, l'action en faveur de Hugo Blanco n'était valable que pour autant qu'elle parviendrait à mobiliser les syndicats, à l'exclusion toutefois de la C.F.D.T. Ces deux « arguments » méritent quelques commentaires.

Nous avons signé l'appel du milliard et en avons donné dans ce journal les raisons. Il s'agit d'une simple manifestation de solidarité dont nous ne surestimons pas la portée, et qui est faite dans des termes impeccables, exprimant une solidarité sans réserves envers le peuple vietnamien contre l'impérialisme américain. L'appel ne contient aucun terme favorisant des sentiments « pacifistes », « humanitaires », cachant des orientations plus ou moins douteuses. Si des députés U.N.R., des prêtres, etc., souscrivent à cet appel, est-ce une raison pour dire, comme l'a fait le porte-parole d'un de ces groupes à une réunion : « Pas un sou pour le milliard ! » ?

Répétons-le : il s'agit d'une action de simple solidarité envers des êtres humains qui, chaque jour, sont sous le pilonnage des tonnes de bombes de l'impérialisme américain. Supposons qu'au cours d'une grève de longue durée, un comité de solidarité se crée pour les familles de grévistes, en vue de recueillir

des fonds. Et supposons que, dans ce cas, le député bourgeois de la circonscription (U.N.R. ou autre) et le curé de la paroisse, pour des raisons qui leur sont spécifiques, se joignent à l'appel. Qu'on ne nous dise pas que c'est une hypothèse absurde, parce que cela s'est déjà vu. Il y a peu de mois encore un évêque marchait en tête d'une manifestation de grévistes dans une ville du Midi. Au gréviste qui passera avec une liste de souscription, nos « purs » vont-ils dire : « Comme le député et le curé du coin ont versé, moi je ne te donne pas un sou » ? Avec ce « trotskysme » nous n'avons évidemment rien de commun.

Nous sommes certainement en faveur d'une action auprès des syndicats pour qu'ils prennent la défense de Hugo Blanco. Mais pourquoi une exclusive envers la C.F.D.T. ? Quand il s'est agi d'éviter la chaise électrique aux Rosenberg, des appels ont été adressés au Vatican qui est intervenu ; nous nous demandons quelle objection on pourrait faire. Mais, pour nos sectaires, l'argument est que la C.F.D.T. est un « cheval de Troie » dans le mouvement ouvrier, qu'elle y est l'expression de la hiérarchie catholique, etc. Ce dernier point ne nous paraît pas très exact, mais admettons cependant cet argument que la C.F.D.T. représente des intérêts étrangers au sein du mouvement ouvrier. A un titre tout aussi vrai, on peut dire que F.O. est le « cheval de Troie » de l'impérialisme américain, cette confédération ayant été fondée et vivant surtout de l'appui de fonds américains (des syndicats de ce pays servant en l'occurrence d'agents de transmission du State Department). Pourquoi l'exclusive contre un « cheval de Troie » et pas contre l'autre ?

Ce n'est pas tout. Si ces « trotskystes » horrifiés par la hiérarchie catholique n'appartenaient pas à un comité international bidon, s'ils étaient membres d'une véritable organisation internationale, ils sauraient, par exemple, qu'en Allemagne, avant 1933, il y avait des syn-

dicats de tendance social-démocrate et des syndicats chrétiens, et que depuis 1945, l'unification syndicale est faite. Leur mot d'ordre serait-il pour l'Allemagne de mettre à la porte des syndicats les porte-parole de la hiérarchie catholique, car il y en a, et de faire la scission syndicale ?

Ce n'est pas encore tout, car les « chevaux de Troie » dans le mouvement ouvrier, hélas ! ne manquent pas. Les militants de l'organisation qui ne veut pas de la C.F.D.T. pour la défense de Hugo Blanco militent dans F.O. et y sont alliés sur le plan de tendance entre autres avec Hébert, de Nantes. Dans cette dernière ville, cet anarcho-syndicaliste soutient le réactionnaire Morice, célèbre au moins pour avoir appartenu au comité de Vincennes pour l'Algérie française et avoir fait construire une ligne qui porta son nom afin d'isoler l'Algérie de la Tunisie lorsque le F.L.N. menait la lutte pour l'indépendance. Qu'est-ce qui explique ces affinités entre Morice et Hébert ? Regardons, voulez-vous, en direction des loges maçonniques. Notre regard y rencontrera aussi les dirigeants de la Fédération de l'Education nationale. Les loges ne sont-elles pas aussi un « cheval de Troie » dans le mouvement ouvrier ? Stéphane Just, Lambert et d'autres préfèrent-ils donc le tablier, le maillet et les batteries maçonniques à la chasuble, à l'étole et aux rites de la Sainte Eglise romaine ?

Répétons-le, les « arguments » invoqués n'étaient que des alibis destinés à justifier une rupture.

De telles échappatoires sont le complément d'un comportement dont l'autre pôle s'est manifesté à Liège. Il y a deux mois, pour une manifestation organisée par la Jeune Garde Socialiste de Belgique contre l'OTAN et pour le Vietnam, l'O.C.I. et « Révolte » mobilisèrent trois cents jeunes, avec comme objectif principal de « démasquer » la IV^e Internationale : les ayant ainsi excités ils s'abandonnèrent à des méthodes de voyous (1).

On ne pouvait pas aller avenue Kléber pour y faire « notre procès », il aurait fallu y être au coude à coude avec des « traîtres », des « petits-bourgeois ». Cela n'est vraiment pas possible pour des sectaires qui ne savent pas où passe la frontière de classe, et pour qui l'ennemi principal n'est pas la bourgeoisie, mais celui qui ose se réclamer de la même école révolutionnaire qu'eux. Ce sectarisme a montré en moins de deux mois toute sa gamme d'opération : méthodes de voyous à Liège, carence avenue Kléber (carence que l'on retrouve de leur part, à l'égard de toutes les actions pour le Vietnam qu'elles solent). On peut espérer que ces expériences donneront à réfléchir à quelques jeunes jusqu'alors attirés par des formules apparemment très radicales qui dénoncent les stalinien, les catholiques, la IV^e Internationale, les Chinois, les nationalistes des pays sous-développés, etc., à l'exclusion de quelques petits amis réformistes ou francs-maçons.

(1) Voir nos deux derniers numéros. Ajoutons que Healy, qui fit matraquer un militant de notre mouvement et affirma mensongèrement que les Jeunes Gardes belges avaient fait appel à la police contre les siens à la manifestation de Liège, aujourd'hui menace de poursuivre devant la justice de Sa Majesté la reine ceux qui, dans la presse, dénoncent ses procédés scandaleux.

Pierre FRANK.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F

● Sous pli fermé : 15 F

● De soutien : 20 F

C.C.P. Pierre Frank 12648-46

PARIS

Tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures une permanence est assurée dans nos locaux 21, rue d'Aboukir, PARIS-2^e GUTemberg 06-57

Le directeur de publication:

P. FRANK

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton PARIS-12^e

Antoine VALLON.

Que cent fleurs...

DEPUIS le 23 novembre, le front social est calme. La période des fêtes de fin d'année ne se prête pas à des grandes manifestations. C'est ce qu'on appelle la trêve des confiseurs ; mais trêve toute relative cependant. Le gouvernement prépare une série de mesures anti-ouvrières ; outre qu'il ne garantit pas l'accroissement du pouvoir d'achat prévu par le V^e Plan (2,8 % par an), il prépare diverses augmentations dont celle du prix des journées d'hôpital et l'élévation du plafond de la Sécurité sociale.

Du côté ouvrier, la trêve est également relative. Des grèves ont lieu ici ou là, limitées en temps et en ampleur. Mais, dans ce calme relatif, des voix s'élèvent qui laissent entendre qu'on a tout lieu, chez les travailleurs, d'être mécontents et d'envisager des luttes à la dimension de ce mécontentement.

C'est ainsi que les fédérations des cheminots C.G.T., C.F.D.T. et... F.O. (n'en déplaise aux dirigeants confédéraux de cette centrale) ont publié, le 8 décembre, une déclaration par laquelle « elles souhaitent que se réalisent dans les plus brefs délais, les conditions d'une action nationale de grève de toute la classe ouvrière, d'une portée plus grande que le 17 mai ».

Le 17 mai a été considéré comme un aboutissement et non comme un point de départ par les directions syndicales. Krasuki s'est acharné à montrer, lors du Comité confédéral national de juin 1966, la nécessité d'un retour aux grèves catégorielles. De plus, à chaque fois qu'une revendication partielle ou catégorielle a été satisfaite, la presse syndicale et l'Humanité ont poussé de grands cris de victoire. Mais, à la base, on peut entendre un autre son de cloche : le 17 mai n'est pas mort et constitue une référence pour mesurer l'ampleur des luttes présentes et à entreprendre. Les grèves catégorielles, quand elles ne débouchent pas rapidement sur des mouvements de grande ampleur sont inefficaces ; quant aux cris

de victoire, ils ne sont pas poussés par les grévistes. Les roulants de la S.N.C.F. qui ont obtenu quelques avantages au premier semestre ne sont pas pour autant satisfaits. C'est sans doute ce qui explique la volonté de reprendre le combat.

Mais comment ? Sur ce point, les chemins sont clairs : il n'est pas question de poursuivre indéfiniment les mouvements rotatifs. Il faut préparer les conditions d'une grande grève, ce qui exclut donc les grèves presse-bouton.

Les syndicats des organismes sociaux ont repris mot pour mot cette déclaration des syndicats des cheminots : cette seconde déclaration fut rendue publique le 22 décembre. Enfin, tout récemment, les Unions départementales de Loire-Atlantique, on semble soucieux de (fixer clairement les bases de l'unité d'action : augmentation des salaires, diminution progressive du temps de travail, abaissement de l'âge de la retraite, suppression des abattements de zone, de sexe et d'âge. Plus programmatique que les deux autres, cette déclaration fixe également pour tâche la préparation d'un grand mouvement d'ampleur nationale, préparation qui doit être faite à tous les niveaux du mouvement syndical, et en commun.

Ces déclarations unitaires apparaissent comme une note de fraîcheur dans le climat actuel où l'opportunisme est roi et le marchandage électoral élevé au rang de principe politique (voir dans ce journal l'article de Thomas Lecret). Mais il reste que ces déclarations sont encore peu connues, alors qu'elles pourraient fort bien servir de base de discussion. Il serait donc juste de publier ces déclarations, de les soumettre à la discussion des sections syndicales, et de contribuer ainsi à ce que d'autres déclarations viennent de la base, chacune étant un coup porté à l'autorité des directions incapables de diriger. « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles de pensée entrent en lice... »